

A LIRE

Le livre d'Éléonore Mercier, « Je suis complètement battue » compile les premières phrases de victimes de violences conjugales.

Depuis dix-sept ans, elle est « écoutante » : salariée d'une association, elle répond au téléphone à des femmes qui appellent pour violences conjugales. Elle a noté scrupuleusement chaque première phrase prononcée à chaque appel.

« J'ai découvert combien elles contenaient à elles seules des vies tout entières » dit-elle de ses entames de conversation. P.O.L. publie son premier livre un étrange objet qui rassemble 1653 de ces premières phrases.

« Dictionnaire des racismes, de l'exclusion et des discriminations », sous la direction d'Esther Benbassa, Larousse, collection « A présent ».

Pour la première fois, un dictionnaire présente et analyse les préjugés racistes et les pratiques discriminatoires des origines à nos jours, en France et dans le monde.

L'idée de l'Autre étranger, objet de peur et de rejet, a toujours existé, en réaction à des critères aussi divers que la couleur de peau, l'origine ethnique ou géographique, la religion, le genre, la condition sociale, l'orientation sexuelle ou le handicap.

Pourtant, loin d'en être simplement les victimes passives, ceux qui ont subi la haine et la violence engendrées par ces différences sensibles ou imaginées ont résisté. Ils ont lutté sans relâche pour enrayer ces fléaux, épaulés par les défenseurs des libertés et de la dignité humaine, et ont contribué à produire des cultures plurielles. C'est aussi à ces combats, et sans esquiver les questions brûlantes de l'actualité immédiate, que ce dictionnaire entend rendre justice.

300 articles, d'Abolitionnisme à Zoos humains, en passant par Antisémitisme, Banlieues et quartiers, Bible, Colonisation, Voile...

« Les guerres de mémoires. La France et son histoire », sous la direction de Pascal Blanchard et Isabelle Veyrat-Masson, La Découverte, collection Poche/Essais.

La notion de guerre de mémoires est peu à peu apparue dans le débat public depuis les années 1990, au point de faire de la mémoire un enjeu majeur de notre époque. La première Guerre Mondiale, la Shoah, la guerre d'Algérie, Mai 68 : comment appréhender ce passé, comment commémorer ces grands événements du 20^{ème} siècle ? Responsables politiques, médias, historiens s'interrogent, s'engagent et certains évoquent ce qui pourrait apparaître comme un débordement mémoriel dans l'espace public, notamment en ce qui concerne l'histoire coloniale.

MANIFESTONS

17

PARIS Réunion de la Commission Fédérale Femmes. Rendez-vous au Siège de la FASTI, 58 rue des Amandiers, à 10 heures. Contact 01 58 53 58 45 ou com.femmes@fasti.org

23

LE HAVRE Manifestation « contre l'enfermement des étranger-e-s » devant la sous-préfecture à l'appel de l'AHSETI, du RESF, de la LDH, et du cercle de Silence. Rendez-vous à 18 heures.

28

HARFLEUR Rendez-vous à 18h30 au nouveau centre culturel « La Forge » à Harfleur autour du thème : les rapports Nord-Sud. Cette conférence est co-organisée par l'AHSETI et ATTAC. (Voir en page 3, NDLR).

20

PARIS Concert et repas de soutien pour financer la marche des sans papiers vers Nice. Rendez-vous au CICP, 21 ter rue Voltaire à 19 heures. (Métro Rue des Boulets). La date est susceptible de changer.

01

PARIS Départ de la marche des sans papiers unis au sein le Ministère de la Régularisation de Tous les Sans Papiers. Destination Nice où se tiendra à la fin du mois de mai un Sommet France-Afrique à l'occasion du 50^{ème} anniversaire des Indépendances (Voir en page 3, NDLR).

01

MONDE Journée internationale des travailleuses et des travailleurs.

03

FRANCE Journée de mobilisation pour dénoncer les conditions d'accueil des demandeurs d'asile. Rassemblement devant les préfectures ou devant les bureaux de l'OFFI. Tous les renseignements vous seront transmis par courriel. Une question ? Contactez la commission Séjour-Europe de la FASTI.

05

CAEN « L'étranger en situation irrégulière : la situation irrégulière par le travail ». Une après-midi d'informations organisée par l'ASTI 14, l'IIDH, la LDH, la Cimade. rendez-vous à partir de 13 heures 30 au Centre des Congrès de Caen (Voir en page 3, NDLR).

15

PARIS No Borders appelle à une journée d'action « Liberté de circulation ». Rassemblement Place de la Rotonde, près de la Station Jaurès, Ligne 2, à 14 heures. Aujourd'hui, ce ne sont pas seulement les migrant-e-s et sans papiers qui sont interpellé-e-s, ce sont aussi les précaires, jeunes stigmatisé-e-s qui subissent le harcèlement des contrôles d'identités au faciès et de leurs titres de transports. Parce que la liberté de circuler est menacée par l'existence même des frontières. No Borders refuse et entend combattre l'Europe du tout profit, funeste et carcérale qui piétine la liberté de chacun-e à circuler, s'installer. Liberté de circulation et liberté d'installation pour toutes et tous ! Tous les renseignements sur <http://parisactionday.noblogs.org/>

OUVRONS LES FRONTIÈRES

BULLETIN MENSUEL D'INFORMATION DES ASTI

O U V R O N S L E S F R O N T I È R E S N ° 1 6 L E B U L L E T I N D ' I N F O R M A T I O N D E S A S T I



EDITORIAL

Le sort des migrant-e-s n'est presque jamais évoqué dans les médias dominants. Et si, parfois, un coin du voile est levé, le traitement de cette question relève souvent du lacrymal. Mais jamais au grand jamais du politique. Ainsi, la lutte - victorieuse - contre l'expulsion de Guilherme Hauka Azang a été comme souvent l'occasion de témoignages émouvants « Nous connaissons Ghuillherme, on ne peut pas renvoyer un homme qui a sa famille ici... Ce n'est pas humain... » Les personnes qui luttent contre les expulsions ont TOUJOURS raison. Mais. Car il y a un MAIS et il est de taille. A trop vouloir tirer les larmes, à privilégier la mise en avant des histoires personnelles au détriment des principes, des idéaux qui président à notre combat, nous leur nuisons. L'exemple de l'expulsion puis du rapatriement de Najlae est symptomatique. Expulsée pour des raisons légales, elle est rapatriée en France pour des raisons de communication... Si cette jeune femme a subi une grande violence, ce n'est pas rendre service à la cause des migrant-e-s que de ne pas dénoncer la loi responsable de cette expulsion au lieu de gloser sur ses circonstances. Il semble important, dans un temps où la communication passe par la création de récits destinés à nous faire accepter une vision biaisée du réel que nous, militant-e-s engagé-e-s dans une lutte qui dépasse la question des sans papiers, refusons cette évolution et proposons un discours argumenté, raisonné, construit. Un discours où la chose politique tiendra toute sa place. Il est intolérable qu'un homme soit séparé de sa femme et de ses enfants. L'est ce moins quand il ne s'agit que d'un homme jeune vivant seul ? Non ! Mais là n'est plus la question. Le cas par cas n'est pas et ne sera jamais une solution. Nous devons nous battre pour la régularisation globale de tous les sans papiers, la liberté de circulation et la liberté d'installation. Pas moins.

L'Europe n'est décidément pas une terre hospitalière pour les personnes migrantes. En Italie, certaines migrantes sont violées par leurs géoliers : symptôme d'un pays malade de son intolérance, malade de Berlusconi et d'Umberto Bossi ? En France, on construit des CRA à tour de bras, on pourchasse les sans papiers pour les expulser et on durcit encore le CESEDA... Riche à milliards, l'Europe dote toujours plus Frontex son bras armé, son bouclier anti-pauvres. Cette année son budget attendra pas moins de 88 millions. 22 chars, 113 bateaux, 25 hélicoptères, 475 équipements radars, sonars, drones, systèmes de détection toujours plus perfectionnés - capables de déceler battement de coeur, CO2 ou encore la chaleur... Frontex est en passe de devenir une armée. Mais là n'est pas le pire. Peut-être. Dans sa folie sécuritaire, dans sa phobie de l'Autre, l'Europe est en train de se doter d'un système centralisant toutes les données biométriques les empreintes rétiniennes seront bientôt incluses - pour constituer une base de données UNIQUE. La République Tchèque est d'ailleurs le lieu où est expérimenté en ce moment même ce contrôle à l'aide d'un appareil mobile qui contiendrait toutes ces données. Cette totalitarisation, cette militarisation de la surveillance des frontières sont les symptômes d'une évolution qui bientôt frappera l'ensemble de nos sociétés. Le Collectif No Borders, avec lequel la FASTI partage certaines idéaux sur la liberté de circulation et d'installation notamment, organisera le 15 mai prochain une grande manifestation sur ces questions... Il est important d'y être le plus nombreuses possibles. (Tous les renseignements sont dans l'agenda en page 4, NDLR) ■

Ouvrons les frontières Bulletin mensuel d'information des Asti
 édité par la FASTI, 58, rue des Amandiers, 75020 Paris 01 58 53 58 53

Une information à communiquer, une idée à partager, un appel à manifester à relayer ?
 Ce bulletin d'information est le vôtre. Envoyez un courriel à simon@arobasefasti.org
 Pour suivre l'activité de la Fasti en direct, inscrivez-vous sur la liste d'information en envoyant un mail à informations@arobasefasti.org

Rédaction et Mise en Page: Simon Mazurelle
 Conseil et support technique : Ateliers et Chantiers Réunis

Le Bureau fédéral

ASTI de VIENNE

L'ASTI iséroise a tenu son assemblée générale le 29 mars dernier. Au terme de cette réunion, une modification des statuts a été approuvée. Celle-ci consiste principalement en l'instauration d'une présidence collégiale.

Le conseil d'administration, composé de douze membres élus par l'assemblée générale, élit parmi ses membres une présidence collégiale. Cette présidence est composée de cinq membres actifs, chacun responsable d'un pôle : Accueil - Femmes - Français - Finances - Secrétariat. Les décisions sont prises à la majorité. Un règlement intérieur est établi par le conseil d'administration afin de préciser certains points fixés par les statuts.

L'ASTI s'est doté d'un pôle Femmes est ce qui est une nouveauté au sein de l'ASTI viennoise.

D'autre part, les militant·e·s participent toujours au cercle du silence qui se tient à Vienne chaque 2^{ème} mardi du mois. ■

ASTI de PESSAC

Dans le cadre de la Saison de la Turquie en France, l'ASTI de Pessac a organisé, avec le soutien du Conseil Général de la Gironde, une soirée-débat intitulée « Entre modernisations et permanences, la Turquie contemporaine » avec Katherine Nazoglou, professeure agrégée d'Histoire. Le film de Yavuz Turgul, *Le Bandit*, a été projeté à cette occasion. ■

ASTI de SAINT-QUENTIN

À l'occasion de sa dernière AG, l'ASTI a renouvelé une partie de son CA. Sont entrées au CA deux jeunes femmes : Olfa et Josette. Cette dernière qui souhaite s'investir auprès de la jeunesse afin de faire connaître l'ASTI, a accepté tout de suite un poste au Bureau, celui de déléguée auprès de la Jeunesse. ■

ASTI de CAEN

Le 5 mai prochain, l'ASTI 14 et ses partenaires - l'Institut International des Droits de l'Homme, la LDH,... - organise une après-midi d'information intitulée « l'étranger en situation irrégulière : la situation irrégulière par le travail ». Seront notamment étudiés le concept d'immigration choisie, les accords bilatéraux de gestion des flux migratoires ou encore les différents statuts liés au travail. Rendez-vous au Centre des Congrès. ■

AHSETI - ASTI du HAVRE

L'AHSETI organise avec le RESE, la LDH, le cercle de Silence, une action « contre l'enfermement des étrangers » devant la sous-préfecture du Havre, le 23 avril à 18 heures. Les militant·e·s remettrons, au sous-préfet, les pétitions qui circulent actuellement contre l'ouverture du nouveau « camp Besson » du Mesnil-Amelot 2.

Par ailleurs, l'AHSETI a participé, avec ATTAC, à la préparation d'une Conférence sur les relations Nord-Sud, qui se déroulera le 28 avril à Harfleur. Djilali Benamrane du conseil scientifique d'ATTAC, et ancien économiste de la Banque Mondiale, Gérald Godreuil responsable national d'Artisan du Monde et Martine Camara de la fédération pour une alternative sociale et économique participeront à cette conférence débat où il sera question de réchauffement climatique, d'annulation de la dette ou encore des effets catastrophiques de la crise financière et économiques. (Voir dans l'agenda) ■

ASTI d'ISSY LES MOULINEAUX

L'ASTI a tenu son AG le 12 avril dernier. ■

FASTI

Le prochain Congrès approche. Le Bureau Fédéral, lors de sa dernière réunion a décidé d'appeler toutes les ASTI qui souhaiteraient recevoir le Mouvement des ASTI à se manifester dans les meilleurs délais soit en contactant Faroudja Mameri au 01 58 53 58 53 soit par courriel f.mameri@fasti.org ou administration@fasti.org.

Par ailleurs, le site Internet de votre fédération est appelé à évoluer. Aussi, vous êtes invité·e·s à réactualiser les informations de vos ASTI : contact, adresses, activités et horaires... Envoyez un courriel à info@fasti.org en précisant l'objet de votre message. ■

LES NOUVEAUX COURRIELS DE LA FASTI

ADMINISTRATION/FINANCES

f.mameri@fasti.org
administration@fasti.org

COMMISSION SÉJOUR

com.sejour@fasti.org
a.sibley@fasti.org

COMMISSION FEMMES/SUBVENTIONS

y.flitti@fasti.org
com.femmes@fasti.org

COMMISSION NORD/SUD

com.nordsud@fasti.org

COMMISSION JEUNESSE

com.jeunesse@fasti.org

OLF/COMMUNICATION

s.mazurelle@fasti.org
info@fasti.org

Recueillez le récit des personnes emprisonnées dans les CRA et participez au travail initié par Migreurop sur les camps d'internement d'étrangers.

Retrouvez toutes les informations sur la campagne *Droit de Regard dans les lieux d'enfermement* sur le site de Migreurop (<http://www.migreurop.org/>) ou contactez Anna Sibley, coordinatrice de la Commission Séjour-Europe de la FASTI.

PARTICIPEZ À L'ÉTUDE SUR LES PERMANENCES FEMMES DANS LES ASTI

Il y a quelques semaines, Yasmine Flitti évoquait dans OLF le lancement d'une étude socio-ethnologique sur les permanences femmes dans les ASTI.

Les objectifs poursuivis par cette étude sont au nombre de trois. Il s'agira en premier lieu de faire ressortir les besoins et les perceptions des femmes bénéficiaires, en prenant en compte leurs différences. En second lieu d'analyser les politiques publiques et leurs effets sur les actions associatives. Enfin, au terme de l'étude, le but sera d'offrir la possibilité d'un regard extérieur analytique afin d'optimiser l'efficacité de l'accompagnement et de renforcer l'implication des femmes dans l'espace associatif.

Pour mener cette étude, l'ethno-sociologue Meriem Rodary aura besoin de mener une enquête alliant entretiens semi-directifs et observation participante. L'observation participante lui permettra en effet d'articuler le discours avec les pratiques, qui ne sont évidemment pas forcément accordées.

Cette méthode d'enquête lui offrira la possibilité d'observer notamment les interactions entre les femmes bénéficiaires et les membres des associations, dans les discours comme dans les pratiques, point très important de l'étude.

Aussi, afin de lancer dans les meilleurs délais cette étude, la Commission Fédérale Femmes de la FASTI demande aux ASTI intéressées et répondant à ces critères de se manifester au plus vite auprès de Yasmine Flitti. Il s'agira notamment de préparer la venir de Meriem Rodary dans vos ASTI afin qu'elle puisse mener dans les meilleures conditions ses entretiens avec les membres des associations ayant affaire aux femmes bénéficiaires, dans les commissions femmes et en dehors de celle-ci; des femmes bénéficiaires des associations, et si possible des femmes non bénéficiaires (situées dans l'entourage des première par exemple). ■

Contact : com.femmes@fasti.org

Alors que la pression policière s'accroît autour des piquets de grève, que des sans-papiers sont raflés chaque jour, le Ministère de la Régularisation organise une nouvelle action d'éclat. Leur but : marcher jusqu'à Nice pour faire connaître leur combat mais aussi rencontrer les chefs d'Etat africains qui seront présents au Sommet France-Afrique qui se déroulera à la fin du mois de mai. Départ prévu de Paris le 1^{er} mai.



Les sans-papiers en marche pour leurs DROITS

OLF : Le Ministère de la Régularisation de Tous les Sans Papiers (MRSTP) prépare une grande action, peux-tu nous en dire un plus ?

SIMONE RIVOLIER : Je suis les luttes du MRSTP depuis le début. Je participe chaque semaine à, la réunion du Comité de soutien où je représente le Mouvement des ASTI. Jusqu'à présent, le MRSTP a organisé plusieurs manifestations d'ampleur. Cette fois, les collectifs membres du « Ministère » ont choisi de changer de mode d'action : ils préparent une marche dont la destination finale sera Nice.

OLF : Pourquoi Nice ?

SIMONE RIVOLIER : Car c'est à Nice que doit se dérouler le Sommet France Afrique dans le cadre du cinquantième anniversaire des Indépendances. Un courrier, en cours d'élaboration, sera adressé aux Chefs d'Etat Africains afin qu'une délégation des marcheurs soit reçue, précisant leur doléances et leur revendications.

OLF : Comment s'organise cet événement ?

SIMONE RIVOLIER : Différentes commissions ont été créées afin de gérer la logistique, les transports, la récolte de fonds et l'accueil dans les différentes villes-étapes... 80 marcheurs, issus des quatorze CSP réunis au sein du Ministère participeront à la marche. Pour l'heure, nous avons lancé un appel à tous les réseaux associatifs, politiques et syndicaux, qui soutiennent la lutte des sans papiers pour faire une large place à l'accueil de chacune des étapes afin de favoriser les débats, les échanges sur le thème de cette marche et assurer dans les meilleurs conditions une logistique matérielle.

J'ai d'ailleurs sollicité deux ASTI, Chalons et Dijon, pour nous aider à organiser l'accueil. Et leurs retours ont été plus que positifs.

De plus, toute cette marche sera filmée par des jeunes déjà très impliqués dans la vie du Ministère...

OLF : Quand partiront les marcheurs ?

SIMONE RIVOLIER : Ils partiront le 1^{er} mai de la Rue Baudelique. Je peux vous assurer que vous serez surpris-es (rires).

OLF : Comment sera financée cette marche ?

SIMONE RIVOLIER : Des T-shirts, des badges seront vendus et un concert de soutien est prévu, au CIGP, le 20 ou le 21 avril. ■

Nous soutenons les sans papiers en marche pour la régularisation !

A Nice les 31 mai et 1er juin se tient un sommet pour commémorer le cinquantième anniversaire des indépendances des pays Africains. Les Collectifs de sans papiers réunis dans le Ministère de la Régularisation de Tous les Sans Papiers ont décidé de marcher de Paris à Nice pour réclamer la régularisation des sans papiers qui vivent et travaillent en France.

Beaucoup viennent des pays africains qui ont gagné leur indépendance en 1960. Malheureusement le colonialisme de la France qui avait abondamment pillé les ressources, utilisé les peuples comme réservoir de main d'oeuvre a continué sous la forme de rapport néocoloniaux.

Les pays ne se sont pas développés et ils ont du migrer pour nourrir leurs familles. L'agriculture exportatrice européenne et le mode de développement des pays riches a accéléré un réchauffement climatique, qui dans les pays subsahariens a diminué les pluies des moussons et a contraint les paysans des pays africains à fuir les campagnes, aller végéter dans les villes ou migrer vers l'Europe.

Le gouvernement français est responsable de cette situation, trop souvent les gouvernements africains sont complices de cette politique. Ainsi les Accords de réadmission signés par trop de pays organisent avec l'Europe forteresse de la directive de la honte « la chasse aux migrants » et leur expulsion.

**Assez de ces traitements indignes !
Gouvernements africains arrêtez de collaborer !
Gouvernement français, régularisez les sans papiers !**

Nous associations et organisations signataires appelons à constituer des collectifs dans toutes les villes étapes pour soutenir et accueillir les marcheurs qui durant le mois de Mai iront de Paris à Nice.

Premiers signataires : ATTAC, FASTI, NPA, FÉDÉRATION SUD EDUCATION, ALTERNATIVE LIBERTAIRE, ATMF, SYNDICAT SOLIDAIRES, LES VERTS, EMANCIPATION, DROITS DEVANTS, LA FASE, FTCCR, LES ALTERNATIFS, CNSP, ALIF SANS-PAPIERS...